

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 34/3 (2007)

DOI: 10.11588/fr.2007.3.50665

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Historisierungsprozeß, welche Irrwege ging er? Wie verlief er in den verschiedenen politischen Lagern? Und vor allem: welche Teile der revolutionären und der napoleonischen Vergangenheit wurden in den verschiedenen Phasen verarbeitet, welche ausgeschlossen bzw. verdrängt oder für eine spätere Verarbeitung aufbewahrt? Aus der Geschichte der französischen Linken wissen wir, daß in den vierzig Jahren von 1830 bis 1871 quasi alle Protagonisten der Französischen Revolution – mit Ausnahme Marats – ihre Wiederauferstehung in Form literarischen und politischen Nachahmungshandelns erfuhren, bis schließlich nach dem Abschluß dieser mimetischen Aneignung eine echte Historisierung einsetzen konnte. Galt ähnliches auch für die Royalisten oder für die Bonapartisten?

Es ist ungerecht, wollte man von der vorliegenden Arbeit auf solche Fragen, mit denen sich bisher nur ausgedehnte Detailstudien beschäftigt haben, eine Antwort in Form einer Gesamtschau erwarten. Das liegt schon daran, daß der Autor seinen Stoff nicht chronologisch angeht, sondern die gesamte Quellenmasse nach literarischen Gattungen gliedert. Dieses an sich legitime Verfahren wird aber spätestens da fragwürdig, wo das Korpus der untersuchten Quellen wie im Falle der Dioramen und der Wachfigurenkabinette über die Zäsur von Waterloo zurückreicht. Daß sich die Zeitgenossen vor 1815 mehr mit der ereignisreichen Gegenwart, die nach 1815 dagegen mehr mit der Vergangenheit beschäftigt haben, ist aber als Ergebnis viel zu banal. So bleibt die Untersuchung von Maurice Samuels eine Fundgrube, aus der sich die Historiker des französischen 19. Jhs. mit Gewinn zu bedienen wissen werden.

Klaus DEINET, Wuppertal

Raymond GREW, Patrick J. HARRIGAN, *L'école primaire en France au 19<sup>e</sup> siècle. Essai d'histoire quantitative*. Traduit de l'anglais par Marie-Pierre GAVIANO, Paris (Éditions de l'EHESS) 2002, 398 p., ISBN 2-7132-1414-9, EUR 42,00.

Cet ouvrage reprend en partie des contributions et articles des auteurs dans les »Annales: économie, sociétés, civilisations, le Journal of Interdisciplinary History« et le »Journal of Modern History«. D'entrée de jeu, les auteurs définissent toute l'importance de l'instruction populaire qui figure au nombre des grands desseins que se donna le XIX<sup>e</sup> s. Elle constitue »le fondement du progrès, socle de la vie politique et sociale, condition sine qua non de la survie d'une nation saine, indispensable au maintien de la paix sociale«.

L'importance de cette question pour les sociétés européennes du XIX<sup>e</sup> s. se trouve alors à l'origine d'une littérature richissime, qui regorge de chiffres – évaluation du nombre d'élèves, calculs budgétaires, etc., procurant les données dont les historiens statisticiens d'aujourd'hui ont toujours besoin pour des analyses du progrès de l'instruction primaire. L'historiographie s'est vite saisie de ce thème. Les auteurs en distinguent trois étapes: depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> s., ce sont les structures administratives, ainsi que les contraintes juridiques et statistiques qui se trouvent au centre d'intérêt des historiens. Dans les premières années du XX<sup>e</sup> s., l'histoire de l'instruction primaire doit être révélatrice de l'histoire des enjeux de la politique nationale, avant qu'une nouvelle historiographie, depuis la Seconde Guerre mondiale, ne se penche sur le rôle de l'école primaire dans le processus de modernisation. Depuis les années 1960, l'histoire sociale considère la constitution des classes sociales comme un produit du système éducatif, avec de nouvelles approches empruntées à l'anthropologie et à la sociologie, et sous l'influence des travaux de Foucault et de la pensée du marxisme contemporain, mais aussi par les études féministes. Cette historiographie dessine alors une image assez négative de l'état de l'instruction, suite aux nombreuses résistances, aux difficultés, à un financement insuffisant, à l'origine d'un niveau assez bas, et du nombre important d'écoliers sortant prématurément des écoles sans avoir acquis les bases rudimentaires de l'enseignement. De même, cette historiographie récente a

montré comment les écoles cherchaient à inculquer les valeurs utiles à la perpétuation de l'ordre social – patriotisme, travail, goût de l'effort, respect de l'autorité, devoirs domestiques de la femme ...

Que peut donc apporter une étude supplémentaire, qui est essentiellement consacrée à l'analyse d'un unique et vaste ensemble de données, enrichi cependant par des recherches d'archives? Ces chiffres collectionnés touchent à la plupart des aspects institutionnels du primaire. Les auteurs les soumettent à des questions issues de cette vaste historiographie, et en les soumettant à une analyse informatique, ils en tirent davantage que ce qu'en attendaient leurs compilateurs. Le cadre chronologique se définit par les décennies précédant la loi Guizot de 1833, et l'année 1906, juste après la séparation de l'Église et de l'État, et l'interdiction officielle des établissements catholiques, au moment où la scolarisation approche un pic de croissance qu'on n'atteindra plus avant l'après Second Guerre mondiale.

Les auteurs se penchent alors, dans un premier chapitre, sur le taux d'équipement en écoles, avant d'analyser le taux de scolarisation dans le chapitre suivant. Le rôle de l'école catholique dans la généralisation du primaire constitue le sujet d'un autre chapitre, suivi par des chapitres sur les filles à l'école, sur les instituteurs et institutrices. Les limites de ce système éducatif mis en place au cours du XIX<sup>e</sup> s., ainsi que son financement, finissent cette étude, à laquelle les auteurs ont encore ajouté une postface spécifique à la traduction française.

Le nombre des écoles ouvertes double donc entre 1829 et 1906, avec une croissance accélérée dès la Restauration, et de nouveau entre 1829 et 1837. L'organisation générale de l'école primaire en France prend son visage quasi définitif dès la Restauration et pendant la monarchie de Juillet. Les disparités départementales, encore très nettes dans les premières années du XIX<sup>e</sup> s., s'estompent régulièrement, alors que les effectifs doublent entre 1837 et 1906. L'enseignement catholique y contribue efficacement. S'il est déjà bien présent à l'époque de la loi Guizot, la loi Falloux de 1850 ouvre largement les portes des écoles aux religieux. L'enseignement catholique conquiert une grande importance surtout dans les départements qui avaient un net retard à rattraper. Sous le Second Empire, les maîtres appartenant au clergé occupent une place essentielle dans un système en pleine expansion, entre autres en ouvrant des écoles destinées aux filles. Suite à la laïcisation de l'enseignement, la part des effectifs fréquentant les écoles des Frères retombe ensuite (1901) au niveau qu'elle connaissait avant la loi Falloux, et l'enseignement catholique garde toujours une position forte chez les filles.

S'il est vrai qu'il existe une véritable mauvaise volonté d'accorder l'accès à l'instruction aux filles, et qu'en 1896, 36% des communes ne possèdent toujours pas d'école de filles, les auteurs montrent cependant que ce refus se trouve en plein déclin au cours du XIX<sup>e</sup> s. Dès 1837, la part des filles fréquentant des écoles, représentent 70% des effectifs des garçons, mais elles y restent moins longtemps. Dans la suite, les filles ne sont pas exclues de ce grand élan national en faveur de l'instruction, et les parents sont tout aussi disposés à consentir des efforts financiers et autres pour l'instruction de leurs filles. Si l'enseignement des filles devient un tel enjeu entre catholiques et républicains sous la Troisième République, écrivent les auteurs, «c'est que la plus grande partie de la société française, catholiques et anticléricaux, républicains et monarchistes, paysans et citadins, ouvriers et membres des classes moyennes, partageait la même conviction: il fallait qu'une fille allât à l'école».

Les maîtres d'école connaissent encore une très mauvaise situation sociale durant les premières décennies du XIX<sup>e</sup> s., ce qui les contraint d'exercer un second métier, comme celui d'assistant du curé. Ils doivent aussi être catholiques et pratiquants. Le corps d'enseignants du primaire connaît une forte féminisation à partir de 1837, au début notamment à cause des religieuses. Leur situation sociale s'améliore sensiblement: leur salaire moyen de 200 Francs par an à l'époque de la loi Guizot augmente jusqu'à 800 à 900 francs sous le Second Empire, avec un net avantage pour les instituteurs enseignant en milieu urbain. L'installation des écoles normales, qui ne concerne que les garçons au début, augmente la qualité de leur

enseignement et établit un rapport direct avec l'État. Dorénavant, ceux qui sortent des écoles normales, font figure d'élite. La formation des institutrices, avec une prépondérance des religieuses, prend alors un retard. Mais le besoin énorme d'institutrices laïques sous la Troisième République a comme conséquence qu'en 1901, il y a plus de filles que de garçons pour sortir des écoles normales. Les écoles normales contribuent ainsi à faire du métier d'instituteur une profession à part entière, avec un statut institutionnel complexe qui fonde leur autorité, »pour les envoyer«, sous la Troisième République, »évangéliser toute l'étendue du territoire«. L'instruction primaire atteint ainsi dès les années 1860 les objectifs que la société lui avait fixés mais ce succès a ses victimes: le développement de la pré-scolarisation en souffre autant que l'enseignement pour adultes, ainsi que les passerelles vers les diverses formes d'études post-primaires.

Cette étude statistique s'appuie sur un fonds de données immense. Les auteurs cherchent à rendre visibles les résultats de leur enquête à travers une annexe bien riche en tableaux dont la lisibilité n'est pas toujours assurée pour un non-statisticien. Cette remarque ne doit pas cacher qu'il s'agit ici d'un ouvrage qui donne une image bien plus nuancée et moins pessimiste de l'évolution de l'instruction primaire en France, ce qui le rend dorénavant incontournable.

Robert BECK, Tours

Christoph Johannes FRANZEN, *Zivilisation und Konflikt. Die Macdonald-Affäre und das britisch-preußische Verhältnis zur Zeit der neuen Ära* (1860/61), Siegburg (Franz Schmitt) 2001, X–288 S. (Bonner Historische Forschungen, 60), ISBN 3-87710-207-7, EUR 35,00.

Am 12. September 1860 kam es auf dem Bonner Hauptbahnhof zum lebhaften Streit zwischen einem britischen Touristen, Captain MacDonald, und verschiedenen anderen Reisenden. Es ging um mehrere Sitzplätze in einem Zugabteil, die der Brite freihalten wollte, weswegen er weiteren Fahrgästen den Zutritt verweigerte. Schließlich wurde der Stationsvorsteher herbeigerufen, der wiederum den Dienst habenden Wachtmeister alarmierte, weil der Konflikt vollends zu eskalieren drohte. Am Ende wurde MacDonald verhaftet, mußte mehrere Tage im Gefängnis verbringen, bis ihn schließlich ein Gericht zu einer relativ geringen Geldbuße verurteilte. Das hier Beschriebene mutet vordergründig recht banal an, und man mag sich fragen, ob es einer ausführlicheren Behandlung, zumal in Form einer Dissertation, bedarf. Tatsächlich aber hatten die Bonner Ereignisse nicht nur erhebliche Fernwirkungen – zum einen in Form eines längeren juristischen Nachspiels, in dessen Verlauf der Fall erneut aufgerollt und gegen zusätzliche Beteiligte verhandelt wurde, sowie durch die immer stärkere Einmischung der Regierungen der durch ihre jeweiligen Staatsangehörigen involvierten Länder, Preußen und Großbritannien; zum anderen heizte sich der Zwischenfall zunehmend nationalistisch auf, weil auf beiden Seiten – der britischen wie der preußischen – die jeweils andere stereotyp verzerrt dargestellt wurde: hier die Unterstellung deutscher Rohheit und eines preußischen Polizeistaats, dort der Vorwurf englischer Arroganz und »Lümmelei«. Insofern stellte bereits ein zeitgenössischer Beobachter zutreffend fest, daß »[d]ie Macdonald'sche Affaire [...], so unbedeutend sie subjektiv erscheint, doch objektiv ein bedeutendes Symptom politischer Constellation zwischen England und Preußen, also Deutschland [ist]«.

Es ist das Verdienst von Franzen, das bisher nur teilweise aufgearbeitete Geschehen erstmals umfassend dargestellt und die Entwicklung vom alltäglichen lokalen Vorfall zur internationalen Staatsaffäre herausgearbeitet zu haben. Dabei stützt er sich auf eine breite Grundlage publizistischer Quellen – einschließlich der Redaktionsakten der auf britischer Seite tonangebenden Times – und des diplomatischen Schriftguts sowie persönlicher Nachlässe. Die Untersuchung nähert sich ihrem Sujet auf – verständlichen – Umwegen, indem sie zunächst den internationalen Hintergrund darstellt, vor dem sich die Bonner Ereignisse